

Gouvernement

Deux personnalités reviennent aux affaires

Au Togo, l'équipe gouvernementale continue de s'étoffer. Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a procédé le vendredi 23 janvier 2026, à de nouvelles nominations à travers un décret. Ainsi, Komlan Kadje est nommé ministre des Transports, du Désenclavement et des Pistes rurales, un portefeuille ...



PAGE 4

ECONOMIE



OTR

Vulgarisation de la Loi de finances 2026

Pour expliquer aux citoyens les nouvelles mesures contenues dans le budget de l'État 2026, l'Office togolais des recettes (OTR) réédite sa campagne nationale de vulgarisation. Ce jeudi 22 janvier, il a commencé cette campagne à Lomé en présence des acteurs du secteur privé.

PAGE 5

CULTURE



Kaï Rematriation

Le spectacle qui restitue l'histoire coloniale des peuples

En prélude au grand spectacle de mars 2026 à l'Institut français de Lomé pour la création de Kaï Rematriation, l'Association Togo Cultures, la Cie Gakokoé et l'Association Curio (France) ont présenté jeudi 22 janvier 2026 à Lomé un spectacle sur l'histoire coloniale des Konkomba. Ce spectacle, dénommé Kaï Rematriation, s'inscrit dans le cadre du Grand projet ...

PAGE 9



Opération Koundjoaré

Acte de reconnaissance nationale pour les soldats tombés et les blessés

Samedi dernier, le président du Conseil Faure Gnassingbé a présidé une cérémonie solennelle d'hommage aux soldats tombés au champ d'honneur dans le cadre de l'opération Koundjoaré au cours de l'année 2025 ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Recrutement : un programme de stages pour former les talents de l'Umoa

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) renforce son engagement en faveur de la jeunesse. Elle lance son Programme de stages académiques et professionnels à l'intention des étudiants de l'espace Umoa. Le but est d'accompagner la formation des jeunes talents et consolider le capital humain régional. Le dispositif permet aux bénéficiaires de mettre en pratique leurs acquis théoriques à travers des travaux concrets, encadrés par des experts. Les stagiaires évoluent dans un environnement rigoureux, multiculturel et stimulant, propice à l'apprentissage et à l'excellence. La priorité est donnée aux filières liées aux missions de la Banque centrale : économie, finance, monnaie, statistiques ou inclusion financière. Des métiers transversaux comme l'informatique ou la comptabilité sont aussi concernés. Les candidats doivent être ressortissants de l'Umoa, âgés de 26 ans maximum et inscrits en cycle Bac+5. La Bceao souligne que « les candidatures féminines sont vivement encouragées ». Les stages durent de 3 à 6 mois, au siège de Dakar ou dans les agences nationales. Les dossiers sont soumis exclusivement en ligne. Clôture des candidatures : « 30 janvier 2026 à 17 heures TU ».

SOCIAL

Amélioration du pouvoir d'achat

Le Togo fait office de bon élève

Le pouvoir d'achat constitue un élément fondamental dans la lutte contre la pauvreté. Au Togo, l'engagement du gouvernement à promouvoir un développement inclusif se traduit ...

PAGES 6&7

Collège militaire Eyadema

Institution d'inclusion sociale et de coopération régionale

Le Collège militaire Eyadema (CME) de Tchitchao a célébré, le jeudi 23 janvier 2026, le 47ème anniversaire de sa création. L'événement a été marqué par une conférence publique placée sous le thème : « Collège militaire Eyadéma de Tchitchao (1979-2026) : un homme, une histoire, une vision ».



PAGE 3



SOMMAIRE

Mobile money au Togo
Une belle progression mais l'inclusion reste à consolider



P 5

CAN 2027, CAN U 23 et Interclubs
La CAF dévoile son calendrier



P 10

Aviculture
Aképé mise sur l'aviculture pour renforcer l'économie locale



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Produit AJSEF: Ama Patience Aziavor, bénéficiaire des deux cycles

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique " Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", nous vous conduisons à Lomé, notamment à Sagboville pour partager avec vous les témoignages d'une quarantenaire, Aziavor Ama Patience, bénéficiaire des deux cycles du Produit Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF). Reportage...

Lomé, Région Maritime, à la faveur d'une belle journée de mercredi, nous avons rendez-vous à Sagboville, un des quartiers populaires de la ville, avec une dame, bientôt la quarantaine, qui est un membre actif de ECHOPPE Togo, une des nombreuses institutions de Microfinance partenaire du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) depuis 2014. Notre interlocutrice fait partie des milliers de personnes qui ont bénéficié du crédit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF) du FNFI. L'objectif du produit est tout simple, permettre aux jeunes de notre pays, aux artisans, aux jeunes diplômés sans empois de pouvoir s'auto employer à travers l'entrepreneuriat.

" Je suis titulaire d'un diplôme de coiffeuse professionnelle que j'ai obtenu à l'issue de trois années de formation. Diplôme obtenu, je me suis confronté à quelques difficultés pour pouvoir louer un local, m'équiper en quelques kits d'outillage et pouvoir exercer mon activité. Dans mes tentatives multiples de contracter un crédit auprès des Institutions de Microfinance,

un groupement solidaire et nous avons suivi avec rigueur toutes les étapes pré déblocage du crédit auprès de ECHOPPE Togo. Quelques jours plus tard, nous avons chacune obtenu un crédit. Personnellement, j'ai obtenu un premier crédit de 300.000 F CFA et j'ai pu louer un petit local et acheter les premiers kits d'outillage. J'ai alors monté mon atelier de coiffure et tresse SOURCE



Aziavor Ama Patience

j'ai été informée du Produit AJSEF du FNFI qui ambitionnait justement de soutenir les jeunes artisans à pouvoir se prendre en charge. Avec quelques collègues qui éprouvaient les mêmes difficultés que moi, nous avons monté

DE VIE PATIENCE. Ici, je fais la coiffure et tresse, je vends des mèches, je fais des tissages, et je vends des savons et pommades pour cheveux."

L'atelier de coiffure et de tresse de Patience désormais

monté et opérationnel, elle s'est au fil des mois construit une réputation forte grâce à son talent et à son savoir-faire, ses clients de plus en nombreuses chaque jour ne cachent pas leur appréciation à l'issue de chaque prestation.

" Je me sens vraiment plus belle à chaque passage dans le salon de coiffure de Patience. Elle exerce son métier avec abnégation et professionnalisme, et elle est surtout bien appliquée dans son travail. Elle nous propose des gammes variées de modèles de coiffure, en fonction de la forme de notre tête et du type d'occasion pour laquelle la coiffure est dédiée", nous confie visiblement très heureuse Victoria, une cliente fidèle du salon de coiffure.

Patience s'emploiera vigoureusement en mettant toutes les chances de réussir, avec pour finalité de rembourser dans les délais son premier cycle de crédit. Car le message de remboursement harmonieux des crédits, elle affirme l'avoir bien assimilé au cours de la formation pré-déblocage de crédit.

" J'ai remboursé dans les délais mon premier cycle de crédit. Mon groupement solidaire et moi-même avons été tous dans les

délais. J'ai aussitôt formulé la demande pour avoir une seconde tranche de crédit. J'ai ainsi obtenu une somme de 300.000 FCA qui m'a permis de renforcer mes équipements avec l'achat d'un séchoir et la diversification des pommades pour cheveux. Comme vous le voyez, je suis désormais mieux équipée et je suis capable de fournir plusieurs prestations de qualité à mes différentes clientes. Et pour pouvoir avoir chaque jour davantage de clientes, j'offre de temps en temps des bonus de fidélité. Pour quatre passages dans le mois, vous avez droit à une séance de soins de cheveux gratuitement. Et comme vous l'imaginez, cette petite technique commerciale permet, non seulement de fidéliser les clientes habituelles, mais aussi de bouches à oreilles d'avoir de nouvelles clientes. Et je peux aujourd'hui vous dire très fièrement que mon portefeuille de clientes a décuplé grâce au produit AJSEF du FNFI. Aujourd'hui, je suis plus épanoui et je contribue aux côtés de mon époux à assurer nos besoins fondamentaux et à prendre en charge les frais de scolarité de notre enfant. Le FNFI a permis mon autonomie financière et garantit mon mieux-être."

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Opération Koundjoaré

Acte de reconnaissance nationale pour les soldats tombés et les blessés

Samedi dernier, le président du Conseil Faure Gnassingbé, a présidé une cérémonie solennelle d'hommage aux soldats tombés au champ d'honneur dans le cadre de l'opération Koundjoaré au cours de l'année 2025. Cette cérémonie s'est déroulée au camp militaire général Améyi à Kara.

hommes qui ont donné leur vie pour préserver l'intégrité du territoire et assurer la sécurité de nos concitoyens, notamment dans la région des Savanes confrontée aux défis

République, des membres du gouvernement, des députés, des hauts gradés des Forces armées togolaises (FAT) ainsi que des familles éprouvées par la perte de leurs fils et filles.

terroristes. La médaille de la Vaillance est pour sa part une reconnaissance éclatante du courage des combattants et de leur abnégation.

Avant la remise des distinctions, le ministre chargé de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières a procédé à un dépôt de gerbes en hommage aux soldats tombés sur le théâtre des opérations de lutte contre le terrorisme dans la région des Savanes. Ce geste de haute portée mémorielle a précédé la remise solennelle d'attributs symboliques notamment des médailles et drapeaux nationaux aux familles endeuillées en reconnaissance du sacrifice ultime consenti par leurs proches pour la nation. À cette occasion, le président du Conseil leur a présenté personnellement les condoléances de l'ensemble du peuple togolais dans un élan de compassion et de solidarité nationale.

Dans son allocution de circonstance, le colonel Kodjo Amana, directeur général de la gendarmerie nationale, a dressé le bilan de l'opération Koundjoaré, mettant en exergue la bravoure, la discipline et le professionnalisme exemplaires dont font preuve les Forces armées togolaises engagées sur le front nord.

Dans un hommage vibrant adressé aux soldats engagés, le directeur général de la gendarmerie nationale a indiqué que

là où d'autres auraient pu reculer, ces hommes et femmes ont avancé, affrontant l'adversité avec un courage inébranlable. Il a assuré que leur sacrifice ne saurait être vain. Il a rappelé l'engagement collectif des forces armées de poursuivre le combat jusqu'à la victoire, afin que le Togo demeure un havre de paix et un carrefour de stabilité dans la sous-région.

Le directeur général de la gendarmerie nationale, dans son message a galvanisé les troupes à poursuivre avec abnégation la mission qui leur est confiée, rappelant que le métier des armes est indissociable du don de soi et de la défense de l'intégrité territoriale, de la sécurité des personnes et des biens, ainsi que de la construction d'un Togo prospère et résilient. La cérémonie s'est achevée par un défilé militaire et paramilitaire, expression visible de la cohésion, de la discipline et de la détermination des Forces de défense et de sécurité (FDS).

À travers l'opération Koundjoaré dont la mission principale demeure la défense de l'intégrité territoriale du nord du Togo, la protection des populations et la sécurisation des biens, la nation togolaise réaffirme son engagement indéfectible à faire face avec courage et dans l'unité aux défis sécuritaires du moment.

Edem Dadzie



Faure Gnassingbé face aux blessés, leur attribuant des distinctions honorifiques (Crédit photo : présidence du Conseil)

« Dans la contemplation et la déférence, j'ai procédé à l'élévation à titre posthume à la dignité de Chevalier de l'Ordre du Mono et décoré de la médaille de Vaillance les soldats blessés engagés dans l'opération Koundjoaré, en hommage à leur sacrifice suprême pour la défense de notre nation », a écrit le président du Conseil sur les réseaux sociaux.

« Par cet acte de reconnaissance nationale, le Togo salue le courage, la loyauté et le sens du devoir de ces femmes et de ces

sécuritaires », a-t-il ajouté. « Je m'incline avec une profonde émotion devant la mémoire de ces héros et adresse aux familles endeuillées l'expression de la solidarité et de la gratitude éternelles de la nation togolaise. Leur sacrifice demeure un appel à l'unité, à la résilience et à la préservation de la paix », a indiqué Faure Gnassingbé.

Cette commémoration d'une portée hautement symbolique, s'est déroulée en présence des responsables des institutions de la

Dans une atmosphère empreinte de profonde émotion, le président du Conseil s'est incliné devant la mémoire des disparus, saluant ainsi l'engagement ultime de ces femmes et de ces hommes qui se sont sacrifiés pour la sauvegarde de la patrie.

La distinction de Chevalier de l'Ordre du Mono est honorifique, et consacre une mission noble, celle pour les FAT de veiller, au prix de leur vie à l'intégrité du territoire national notamment dans la zone septentrionale du pays exposée à des menaces

Collège militaire Eyadema

Institution d'inclusion sociale et de coopération régionale

Le Collège militaire Eyadema (CME) de Tchitchao a célébré, le jeudi 23 janvier 2026, le 47ème anniversaire de sa création. L'événement a été marqué par une conférence publique placée sous le thème : « Collège militaire Eyadema de Tchitchao (1979-2026) : un homme, une histoire, une vision ».

La célébration revêt une double portée symbolique et marque également les 20 ans du décès du général Gnassingbé Eyadéma, père de la nation et fondateur de cette prestigieuse école de

formation militaire.

La cérémonie a été présidée par le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, représentant le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Le président du Sénat, Barry Moussa Barqué, a également pris part à la cérémonie ; ainsi que de hautes personnalités civiles, militaires, traditionnelles, d'anciens

enfants de troupe et des élèves de l'école.

Une école, une vision, un héritage

Créé le 23 avril 1979, le Collège militaire de Tchitchao porte, depuis juin 2006, le nom de son fondateur, feu général Eyadema. En 47 ans d'existence, l'établissement a formé plus de 2 000 élèves, issus du Togo et de plusieurs pays de

la sous-région et du continent, confirmant ainsi sa vocation d'institution d'inclusion sociale et de coopération régionale.

Dès sa création, le CME a été conçu comme un joyau de formation de la jeunesse, alliant enseignement général et initiation à la vie militaire, dans le respect des valeurs cardinales que sont la discipline, le sens du devoir, le respect des lois et la protection des

biens publics. Aujourd'hui, les élèves, âgés de 11 à 18 ans, y forment leur caractère et leur esprit de responsabilité, au service de la nation.

Au fil des décennies, le CME a connu des réformes majeures. En 1998, il s'est ouvert aux élèves civils, avant d'accueillir progressivement des apprenants venus de ...

Collège militaire Eyadema **Suite de la page 3**

Institution d'inclusion sociale et de coopération régionale

...plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, notamment du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Tchad.

En 2018, l'ouverture d'une filière technologique est venue renforcer la modernisation de l'offre de formation. Aujourd'hui, le CME s'impose comme un pôle d'excellence académique et militaire d'envergure régionale, avec un effectif composé de 1 729 élèves nationaux et 198 étrangers, incarnant pleinement la vision panafricaine de son fondateur, le père de la nation.

Une immersion historique pour mieux comprendre la genèse

La conférence publique a été marquée également par une immersion historique qui retrace la genèse du CME. Intervenant à cette occasion, Tontassé Essohana, membre de la Commission scientifique, est revenu sur les premières heures de l'institution, évoquant notamment la vision du père de la nation de créer un cadre propice d'étude pour les enfants des militaires et gendarmes afin de leur assurer un bon encadrement au même titre que les enfants des civils.

La mémoire vivante des anciens enfants de troupe

Autre temps fort de la cérémonie, le témoignage du représentant de l'Amicale des anciens enfants de troupe, le colonel Bakali Hémou Badibawou, a ravivé de nombreux souvenirs, notamment la participation des premiers élèves au défilé militaire du 13 janvier 1980. Il a rappelé qu'à l'origine, en 1979 l'effectif du collège était de 99 enfants de troupe, ce qui souligne le chemin parcouru par cette institution devenue aujourd'hui un repère national et régional.

Un vibrant hommage du ministre, colonel Hodabalo Awaté

Dans son allocution, le colonel Hodabalo Awaté, ministre de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, et président national du Comité d'organisation des hommages au père de la nation, a salué la vision fondatrice du général Eyadema.

« À l'origine, dans un contexte national marqué par la nécessité de renforcer l'unité, la discipline et la cohésion sociale, le général Gnassingbé Eyadema a voulu faire de ce collège un espace de brassage, où des jeunes issus de différentes couches sociales, régions

et sensibilités, pourraient se former ensemble dans un esprit de solidarité, de mérite et de vivre-ensemble », a-t-il déclaré. Le ministre a également souligné la dimension internationale de cette vision : « Le Collège militaire Eyadema est

modernisation de l'État et à la préservation de la paix ».

Des actes symboliques à forte portée

Autre moment important, le dévoilement d'un buste-mémorial en hommage au père de la nation, érigé sur le site du CME, berceau des

continue d'enraciner la nation dans la paix, la stabilité et l'unité.

Vingt ans après le rappel à Dieu du père de la nation, le CME de Tchitchao demeure un pilier de la formation citoyenne et militaire, un creuset de



Photo de famille après le dévoilement du buste du général Eyadema (Crédit photo : Assemblée nationale)

devenu un véritable creuset de coopération régionale, de panafricanisme, de partage d'expériences et de construction d'une culture commune de paix et de sécurité ». Rendant hommage au président du Conseil Faure Gnassingbé, le ministre a souligné que : « dans la continuité de l'héritage du père de la nation, le président du Conseil œuvre inlassablement au renforcement des institutions, à la

enfants de troupe et lieu de transmission de valeurs. Pour clore l'événement, un acte symbolique mais grand de portée a été posé par le président de l'Assemblée nationale, au nom du président du Conseil.

La mise en terre d'un jeune plant de baobab à proximité du mémorial, pour perpétuer la mémoire de feu le général Gnassingbé Eyadema, affectueusement surnommé le "Baobab de l'Afrique", dont l'héritage

valeurs républicaines et un instrument stratégique de consolidation de la paix, de l'unité et de la cohésion nationale. À travers cette double commémoration, le Togo réaffirme son attachement à une vision fondée sur le travail, avec la loi et la discipline pour guide, devise intemporelle d'une institution qui continue de former des femmes et hommes dignes, compétents et dévoués au service de la nation.

TM

Gouvernement

Deux personnalités reviennent aux affaires

Au Togo, l'équipe gouvernementale continue de s'élargir. Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a procédé le vendredi 23 janvier 2026, à de nouvelles nominations à travers un décret.

Ainsi, Komlan Kadje est nommé ministre des Transports, du Désenclavement et des Pistes rurales, un portefeuille jusque-là rattaché à la présidence du Conseil. Ingénieur des ponts et chaussées et docteur en calcul des structures, Komlan Kadje avait déjà exercé des fonctions ministérielles, notamment aux Transports, aux Travaux publics, et au Commerce.

Au sein de son département, il sera assisté de Edem



L'équipe gouvernementale réunie autour du président du Conseil (Crédit photo : www.republiquetogolaise.com)

Kokou Tengue, nommé ministre délégué chargé de l'Économie maritime.

Docteur en économie, et jusqu'alors ministre conseiller à la présidence

du Conseil, Edem Tengue effectue un retour dans un ministère qu'il a dirigé de

2020 à 2024.

Avec www.republiquetogolaise.com

Budget 2026 au Togo

5 ministères concentrent près de 60 % des dotations

Le budget de l'État togolais pour 2026 révèle des choix nets. Sur une enveloppe globale de 1143,96 milliards FCFA destinée aux 30 ministères du premier gouvernement de la Ve République, 5 départements captent l'essentiel. Plus de 670 milliards FCFA, soit environ 59 % du total. Les chiffres, issus de la loi de finances 2026, parlent d'eux-mêmes.

En tête du classement figure le ministère de l'Éducation nationale. Dirigé par Mama Omorou, il dispose d'un budget prévisionnel de 212 milliards FCFA. Une progression notable. « En hausse de plus de 15 % par rapport à la prévision de 2025 », arrêtée à 183 milliards. 104 milliards FCFA iront à l'Enseignement préscolaire et primaire. Le secondaire général recevra 64 milliards. L'enseignement technique et la formation professionnelle, près de 14 milliards. Au deuxième rang arrive le ministère délégué chargé des Travaux publics et des Infrastructures, confié à Sani Yaya. Sa dotation atteint 149 milliards FCFA, contre 92 milliards en 2025. Une hausse de plus de 62 %. Les routes dominant. 107 milliards FCFA sont affectés à la construction et à la réhabilitation du réseau national et des infrastructures publiques. Les pistes rurales bénéficieront de 23 milliards.

L'entretien du réseau de 17 milliards. Troisième position pour le ministère de la Défense nationale. Son budget reste stable. 119 milliards FCFA, comme l'an dernier. Dans un contexte sécuritaire sensible au nord, près de 60 milliards FCFA seront dédiés au soutien des forces de défense. À cela s'ajoute une dotation stratégique de l'armée de 18 milliards FCFA. La sécurité demeure une constante. La Santé, l'Hygiène publique, la Couverture universelle et les Assurances suivent de près. 118 milliards FCFA sont prévus. Une hausse modérée de 3,6 %. 60 milliards FCFA financeront l'offre et la qualité des soins. 23 milliards iront à la promotion de la santé et à la lutte contre la maladie. La couverture sanitaire captera 2,7 milliards FCFA. Le Top 5 se referme avec le ministère délégué chargé de l'Énergie et des Ressources minières. Son budget atteint 71 milliards FCFA, « en hausse de 14,5 % ». L'objectif est de financer des projets structurants visant la couverture universelle en énergie électrique à l'horizon 2030. À travers ces arbitrages, l'État dessine sa trajectoire : former, relier, protéger, soigner et éclairer. Les chiffres fixent le cap et les résultats diront le reste.

Edy Alley

OTR

Vulgarisation de la Loi de finances 2026

Pour expliquer aux citoyens les nouvelles mesures contenues dans le budget de l'État 2026, l'Office togolais des recettes (OTR) réédite sa campagne nationale de vulgarisation. Ce jeudi 22 janvier, il a commencé cette campagne à Lomé en présence des acteurs du secteur privé.

L'exercice se veut inclusif et s'adresse à toutes les couches socio-économiques. L'administration fiscale entend ainsi lever les incompréhensions, dissiper les doutes et renforcer l'adhésion autour des réformes engagées. Car la Loi de finances 2026 introduit des changements notables.

Les nouvelles dispositions touchent à la modernisation et à l'incitation. Parmi les innovations majeures figure l'introduction de la facture électronique certifiée. Un outil attendu qui vise à renforcer le contrôle fiscal et à limiter la fraude. Autre mesure marquante : l'instauration d'une retenue à la source sur certains gains issus des paris. S'y ajoutent des allègements fiscaux en faveur des produits locaux d'élevage et de pêche, un signal en direction de la production nationale. La loi reconduit aussi plusieurs mesures antérieures. Il s'agit notamment de la

perception de la taxe de prélèvement de l'Union africaine. La réduction de 50 % du droit de douane sur le gasoil destiné aux machines industrielles est maintenue. La suspension de la taxe sur les véhicules à moteur au profit des

majeure repose sur l'OTR, appelé à mobiliser plus de 1338 milliards FCFA au cours de l'année.

Pour Konlani Kampatibe, la démarche est avant tout pédagogique. « Pour cette année, la loi de finances a



professionnels du transport est également prolongée. Face aux interrogations du secteur privé, l'OTR se veut rassurant. « Les préoccupations d'ordre administratif et technique soulevées par le secteur privé (...) seront prises en compte dans le cadre de divers chantiers de modernisation de nos services », a indiqué Konlani Kampatibe, directeur de la communication de l'Office. Sur le plan budgétaire, les chiffres sont éloquentes. Le budget 2026 s'équilibre à 2751,5 milliards FCFA. Les recettes fiscales sont projetées à 1338,86 milliards FCFA. Une responsabilité

pris en compte une grande partie des préoccupations soulevées dans le cadre du dialogue social », a-t-il souligné.

Au-delà des chiffres, cette campagne vise un enjeu central : renforcer la collaboration avec les contribuables. Une condition essentielle pour améliorer la mobilisation des recettes publiques et soutenir les ambitions budgétaires de l'État en 2026. Cette campagne nationale va progressivement s'étendre à l'ensemble du territoire du pays.

Edy Alley

Mobile money au Togo

Une belle progression mais l'inclusion reste à consolider

Le mobile money est devenu l'un des symboles les plus visibles de la transition numérique au Togo. Les chiffres du premier trimestre 2025, publiés dans l'« Observatoire des marchés des communications électroniques », semblent confirmer cette réussite. « Le taux de pénétration de mobile money a atteint 52,2% », contre « 42,4% au premier trimestre 2024 ». Mais, cette progression peine à s'accompagner d'une véritable inclusion financière.

Le nombre total d'abonnés au mobile money est de 4 479 384. À première vue, lorsqu'on compare ce chiffre à la population du Togo s'établissant à 8 095 498 habitants, le rapprochement est séduisant. Car plus de la moitié de la population utilise le mobile money. Mais en réalité, le nombre



d'abonnés ne correspond pas au nombre d'individus effectivement inclus. Beaucoup de Togolais possèdent plusieurs comptes, parfois chez les deux opérateurs. D'autres utilisent un compte ouvert par un proche. L'indicateur agrégé masque ainsi la réalité sociale des usages. La performance économique est pourtant indéniable. « La valeur totale des transactions est

de 1 211 milliards FCFA » au premier trimestre 2025. Mixx by Yas domine avec 794 milliards FCFA, contre 401 milliards FCFA pour Flooz. Les volumes sont tout aussi impressionnants : 79 millions de transactions pour Mixx by Yas et 32 millions pour Flooz. Ces chiffres traduisent une adoption massive du mobile money dans le commerce, les transferts et le paiement des services courants.

Mais l'intensité des flux ne signifie pas une diffusion équitable. Une part importante des volumes est générée par une minorité d'utilisateurs très actifs : commerçants urbains, entrepreneurs, institutions... À l'inverse, de

nombreux comptes restent faiblement utilisés, voire dormants. Pour certains usagers, le mobile money sert uniquement à recevoir de l'argent avant un retrait immédiat. L'autonomie financière reste limitée.

Le maillage territorial progresse avec « 50 937 points de vente » sur l'ensemble du pays. Là encore, l'inégalité persiste. Les zones rurales demeurent moins bien couvertes et plus dépendantes des agents. L'analphabétisme numérique, les barrières linguistiques et la crainte des fraudes freinent l'appropriation durable du service. La possession d'un compte ne garantit ni la compréhension des

mécanismes, ni la sécurité des usages. La structure du marché pose enfin une question stratégique. Avec « 59% » de parts de marché en abonnés, Mixx by Yas s'impose face à Flooz (« 41% »). Cette concurrence stimule l'innovation, mais elle appelle une régulation vigilante : interopérabilité effective, transparence tarifaire et protection des consommateurs seront décisives pour éviter une inclusion à deux vitesses.

Le mobile money togolais avance vite. Mais l'enjeu n'est plus la croissance. Il est désormais qualitatif : transformer la statistique en autonomie financière réelle.

Edy Alley

Amélioration du pouvoir d'achat

Le Togo fait office de bon élève

Le pouvoir d'achat constitue un élément fondamental dans la lutte contre la pauvreté. Au Togo, l'engagement du gouvernement à promouvoir un développement inclusif se traduit par des initiatives visant l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. De la création des conditions à la protection du pouvoir d'achat, tous les leviers sont actionnés pour faire du Togo un pays où il fait bon vivre.

Devenir un pays émergent à l'horizon 2030, oblige le Togo à promouvoir un développement inclusif où personne ne sera laissé pour compte. Pour y arriver, l'amélioration du pouvoir d'achat des populations devient un élément fondamental. Reposant sur deux (2) facteurs principaux : l'évolution des revenus (salaires, allocations, etc.) et l'évolution des prix (l'inflation), l'amélioration du pouvoir d'achat appelle à l'innovation constante pour offrir de meilleures conditions de vie à la population. Dans cet élan d'innovation constante, les autorités togolaises, sous l'impulsion du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'attèlent à multiplier des réformes pour faire baisser l'inflation. C'est ainsi que des réformes structurelles telles que la modernisation agricole, l'amélioration du climat des affaires sont engagées. Les efforts de stabilisation de la politique monétaire et fiscale du pays, et le soutien des institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), y jouent également leur partition.

Se concentrant sur la transformation économique avec la Feuille de route, visant la croissance durable et l'inclusion sociale, le Togo a su lentement mais sûrement faire baisser l'inflation. Depuis fin 2024, elle est passée de près de 3 % en décembre 2024 à des niveaux très bas en 2025, comme 0,5 % en novembre.

Améliorer les revenus pour maintenir le pouvoir d'achat
À ce niveau, les initiatives engagées sont légion. Prenant conscience de l'importance de l'agriculture, qui emploie 60 % de la population active et contribue à 40 % du produit intérieur brut (PIB), le gouvernement ne cesse de renforcer son accompagnement au secteur. De l'accompagnement technique, financier et social aux producteurs, en passant par la promotion de l'agroécologie et de l'agroindustrie, toutes les initiatives sont bonnes pour accroître la contribution de l'agriculture au développement et mettre les acteurs à l'abri du besoin. Dans la même logique, celui d'améliorer le pouvoir d'achat des populations, un accent est mis sur le développement des infrastructures.

km de routes et au bitumage d'environ 206 km supplémentaires avec un renforcement des engagements. La même année, pas moins de 2 384,41 kilomètres de routes ont été entretenus. D'un autre côté, l'aménagement de milliers de kilomètres de pistes rurales, couplé à la modernisation des infrastructures routières, a pour retombée des bénéfices multiples : un meilleur accès aux marchés permet aux agriculteurs de transporter leurs récoltes plus facilement et à moindre coût, réduisant les pertes post-récoltes et augmentant leurs revenus, avec à la clé, le coût du transport réduit de moitié dans certaines localités.

Au niveau des infrastructures portuaires, les nombreux investissements permettent quant à eux, de positionner le port de Lomé parmi les 100 premiers dans le monde et d'accroître sa contribution au développement.

Le soutien au secteur privé, notamment à

des entreprises qui rejaillissent directement sur les populations, par la création de nouveaux emplois.

Des programmes sociaux tels que les transferts monétaires et la distribution régulière des kits alimentaires aux plus vulnérables, participent également à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. Le cas le plus illustratif est le lancement, en décembre 2025, du Programme de développement social, dont la phase 1 permettra des transferts monétaires à 700 000 ménages sur l'ensemble du territoire national. Mais bien avant, le programme de transfert monétaire Filets sociaux a permis de toucher 120 000 ménages.

Au-delà, la diversification des secteurs porteurs comme le numérique et le tourisme participent aux stratégies du gouvernement pour améliorer le pouvoir d'achat. Mieux, l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), passé de 35 000 à 52 500 FCFA, participe à

la vie chère et à préserver l'essentiel : le pouvoir d'achat des ménages. Face aux secousses venues de l'extérieur, à l'inflation importée, aux tensions logistiques, à la volatilité des marchés, les autorités font le choix d'une réponse méthodique, alliant régulation, soutien social et réformes structurelles. La stratégie de protection, sans nier les contraintes, vise à amortir les chocs et à maintenir l'équilibre social. Au cœur de l'action publique, la stabilisation des prix des produits de grande consommation. Céréales, hydrocarbures, transports et services essentiels font l'objet de mesures ciblées, allant de la régulation des marges à des ajustements fiscaux temporaires.

L'objectif est d'éviter que les hausses internationales ne se transforment en spirales locales. Cette vigilance permanente se traduit par des mécanismes de contrôle renforcés et un dialogue constant avec les opérateurs économiques, afin de garantir l'approvisionnement et de limiter les abus.



Image illustrative

Qu'elles soient routières, énergétiques ou portuaires, aucun secteur n'est laissé pour compte.
Rien qu'en 2024, 85 milliards de FCFA étaient destinés à des travaux de revêtement sur 180

travers des mesures d'allègement fiscal et des réformes visant l'amélioration du climat des affaires, participe à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. Et ceci, à travers l'amélioration des revenus

l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. **Amortir les chocs et protéger le pouvoir d'achat**
Dans un contexte africain marqué par une flambée généralisée des prix, le Togo s'emploie à contenir

Électricité, un secteur touché par l'aide gouvernementale
Dans le secteur de l'énergie, les choix ont été déterminants. En maintenant des tarifs sociaux et en investissant dans la production locale,

hydroélectrique et solaire notamment, le Togo a réduit sa dépendance et protège les consommateurs. L'accès élargi à l'électricité, jusque dans les zones ménages vulnérables. L'intégration progressive de nouvelles couches sociales dans les dispositifs existants permet de couvrir davantage de citoyens et de stockage et de transport, le pays réduit sa vulnérabilité aux importations et stabilise les marchés internes. Cette dynamique



Activités commerciales au Grand marché de Lomé

rurales, a également permis de contenir les coûts domestiques et de soutenir l'activité économique de proximité. Dans cette logique, l'État prévoit environ huit (8) milliards FCFA pour la subvention du gaz butane. Si cette subvention consacre une légère baisse par rapport à 2025, elle permet cependant de maintenir le prix pour les ménages à 790 FCFA/kg par rapport à un coût réel estimé à 892 FCFA/kg. Via ce canal de subvention, l'État couvre la différence pour préserver le pouvoir d'achat et encourager la transition énergétique.

Le soutien social et les filets de sécurité sont aussi renforcés. La lutte contre la vie chère s'accompagne d'un renforcement des filets sociaux. Les transferts monétaires, la protection sociale et l'assurance maladie jouent un rôle d'amortisseur, en particulier pour les

de réduire l'impact des hausses de prix sur les budgets familiaux. L'État met également l'accent sur la nutrition, la santé et l'éducation, en maintenant des politiques de subvention et de gratuité ciblée. En investissant dans l'humain, le pays a choisi de traiter la vie chère non comme une fatalité, mais comme un enjeu de justice sociale et de cohésion nationale que rien ne saurait occulter.

Produire plus, produire local

Au-delà des mesures conjoncturelles, la réponse togolaise s'inscrit dans la durée. La promotion de la production locale, notamment agricole, est apparue comme un levier central pour contenir les prix. En soutenant les filières vivrières, en facilitant l'accès aux intrants et en améliorant les infrastructures

s'étend à l'industrie de transformation et au commerce, avec des incitations à l'investissement et à la création d'emplois. En rapprochant les lieux de production des lieux de consommation, le



Photo illustrative

Togo limite les coûts intermédiaires et renforce la résilience de l'économie. Ce qui distingue l'approche togolaise, c'est la constance de la

gouvernance. L'écoute des populations, le suivi des indicateurs de prix et l'ajustement des politiques traduisent une volonté d'anticipation. Le pays fait ainsi le pari de la prévention et de l'équilibre.

Porté par cette constance de la gouvernance, le Togo ne cesse d'améliorer le pouvoir d'achat des populations. Les études 2024 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui examinent les politiques de transformation économique le mentionne si bien : « le Togo fait preuve d'une croissance économique soutenue, de la réduction de la pauvreté et des investissements dans les infrastructures, ce qui renforce la position du pays en Afrique de l'Ouest ».

Dans cette logique, celle de corroboration des efforts du Togo, plusieurs rapports gouvernementaux mettent également en

Relever les goulots d'étranglement

Nonobstant les efforts du pays, l'amélioration du pouvoir d'achat des populations reste tout de même confrontée à des défis. Ces derniers incluent l'inflation qui continue d'éroder le pouvoir d'achat des populations malgré la hausse des salaires, la pression fiscale et le coût des bénéfices sociaux.

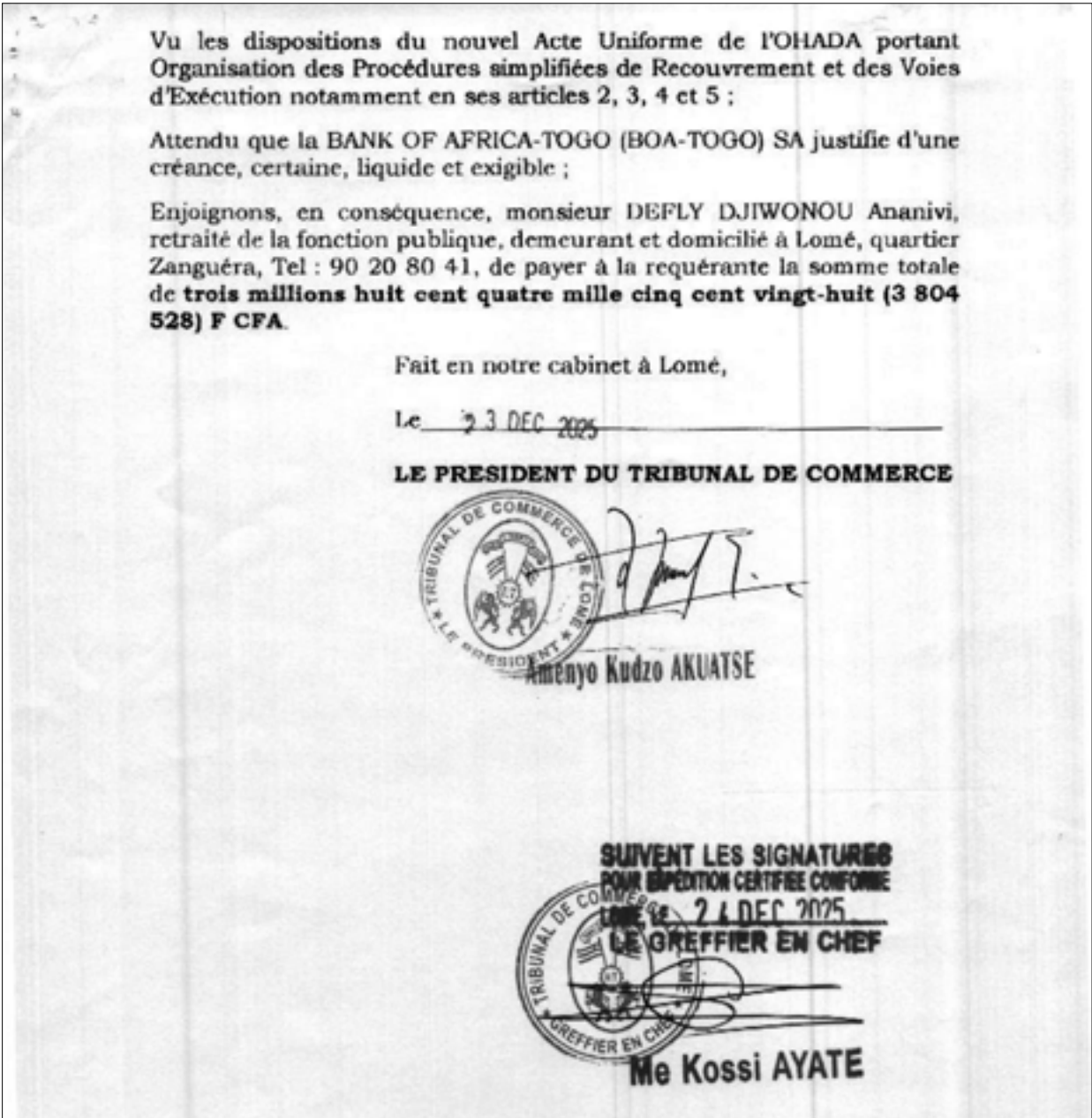
La gestion de la concurrence, les inégalités croissantes et des problèmes structurels comme le manque d'emplois de qualité et les enjeux démographiques, constituent également des défis pour l'amélioration du pouvoir d'achat.

Mais qu'à cela ne tienne, les autorités togolaises travaillent à trouver des solutions potentielles qui prennent entre autres en compte : l'augmentation des salaires et les prestations sociales, la réduction des impôts et l'élargissement de

lumière le relèvement du pouvoir d'achat grâce à des politiques sociales, des réformes du droit du travail (2021) et de soutien aux jeunes entrepreneurs et aux PME, créant des milliers d'emplois.

l'assiette fiscale, le contrôle des prix des produits essentiels et l'investissement dans l'économie.

Caleb Akponou



Kaï Rematriation

Le spectacle qui restitue l’histoire coloniale des peuples

En prélude au grand spectacle de mars 2026 à l’Institut français de Lomé pour la création de Kaï Rematriation, l’Association Togo Cultures, la Cie Gakokoé et l’Association Curio (France) ont présenté jeudi 22 janvier 2026 à Lomé un spectacle sur l’histoire coloniale des Konkomba. Ce spectacle, dénommé Kaï Rematriation, s’inscrit dans le cadre du Grand projet Matrimoine Rematriation qui intervient dans plusieurs pays.

Le spectacle qui a réuni plusieurs personnalités, au nombre desquelles des universitaires, des artistes comédiens et des journalistes, a permis de mettre en exergue l’histoire des Konkomba, un peuple guerrier situé au nord du Togo. Pour Gaëtan Noussouglo, metteur en scène sur le projet Kaï Rematriation, ce spectacle qui revient sur le passé colonial des Konkomba fait suite à celui des peuples d’Agomé et d’Agotimé. « À travers les Konkomba, on parle des peuples colonisés qui vivaient tranquilles dans leur coin avant d’être envahis par les colons allemands. Ces derniers, qui avaient des mitraillettes, voulaient conquérir les



terres des Konkomba, ce que ces derniers n’ont pas accepté. Et pour les vaincre, les colons ont dû couper les pouces des populations et emporter beaucoup d’hommes », a mentionné en substance M. Noussouglo avant d’ajouter : « L’histoire racontée, est celle des envahisseurs qui prennent tout ce qu’il y a dans le pays et les transportent chez eux. » Faisant partie du grand projet Matrimoine Rematriation, le projet Kaï Rematriation met l’accent sur la restitution d’histoire à travers les récits. « Kaï Rematriation fait partie du grand projet Matrimoine Rematriation qui se passe dans d’autres pays. Nous, nous avons pris l’aspect de la restitution des objets, mais de la restitution d’histoires

», a expliqué le metteur en scène M. Noussouglo avant d’ajouter : « Si nous prenons les objets, la plupart, nous ne les connaissons pas. Nous ne savons pas le récit des objets. Donc aujourd’hui, pour avancer, il faut que nous-mêmes, nous nous racontions notre propre histoire et que nous en prenions conscience pour évoluer. » La rematriation Le projet « Rematriation », vise surtout à mettre un accent sur l’histoire racontée par les femmes ; parce que : « nous évoluons dans un univers patrimonial où la parole n’est pas suffisamment donnée aux femmes pour raconter l’histoire. Elle est souvent racontée par les hommes. C’est pourquoi,

nous mettons aussi l’accent sur les femmes », a expliqué M. Noussouglo. La « Rematriation » part d’un postulat méthodique et politique fondamental : le retour ne peut être pensé uniquement comme un déplacement matériel d’objets, mais comme un retour par le récit. Et ce dernier devrait être capable de rendre perceptible l’amplitude de la violence systémique produite par la colonisation et la

les peuples d’Agomé et d’Agotimé, deux localités où la colonisation allemande s’est également confrontée à de fortes résistances.

Rendez-vous le 26 mars à l’Institut français de Lomé

En mars 2026 à l’Institut français de Lomé, l’histoire des Agomé, Agotimé et Konkomba sera revisitée ainsi que celle de tout le passé colonial du Togo.

La conception et la mise en



persistance de ses effets dans le présent. Ce faisant, la rematriation portée par les récits et les spectacles n’est donc pas un simple retour physique, mais un processus de réparations des relations effacées. Bien avant le spectacle sur les Konkomba, l’expérience a été déjà faite avec

scène de Kaï Rematriation sont assurées par Gaëtan Noussouglo et Marcel Djondo avec le conseil scientifique de Bernard Muller. Quant aux prestations, elles sont assurées par Hanifa Dobila, Marie Pabguigani Lamboni alias Pab’s, Félicité Kodjo-Atsou et Roger Atsou.

Caleb Akponou

CAN 2027, CAN U 23 et Interclubs

La CAF dévoile son calendrier

Après la CAN 2025, dont la finale s'est disputée le 18 janvier 2025, la Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé les calendriers pour les prochaines compétitions continentales. Ce calendrier est relatif aux compétitions telles que les qualificatifs pour la CAN 2027, la CAN U23 et les interclubs.

La CAF a publié son calendrier prévisionnel des compétitions pour l'année 2026, une saison qui s'annonce particulièrement chargée pour les sélections nationales et les clubs africains. Entre les qualifications de la CAN 2027, les éliminatoires de la CAN U23, les compétitions interclubs et les fenêtres internationales FIFA, l'année 2026 sera marquée par une succession d'échéances majeures.

Mars 2026 : place aux préliminaires de la CAN 2027

Le premier grand rendez-vous de l'année est fixé

au mois de mars avec les tours préliminaires de la Coupe d'Afrique des nations 2027. La CAF a programmé ces rencontres en aller et retour durant la fenêtre internationale FIFA du 23 au 31 mars 2026. Cette phase concernera les

de groupes, dont le Togo, auront la possibilité de profiter de cette période pour organiser des matchs amicaux internationaux, afin de maintenir le rythme de compétition et de poursuivre leur préparation.

prévue du 1^{er} au 9 juin 2026, juste avant le début de la Coupe du monde, programmée à partir du 11 juin 2026.

Cette période revêt une importance particulière pour les sélections

leurs automatismes et d'effectuer les derniers réglages avant les grandes échéances de la seconde moitié de l'année.

Interclubs CAF : retour à la compétition dès septembre

Les compétitions interclubs de la CAF, notamment la Ligue des champions CAF et la Coupe de la Confédération, reprendront à partir du mois de septembre 2026.

Tours préliminaires

Si les matchs aller du premier tour sont prévus du 4 au 6 septembre 2026, les matchs retour se dérouleront du 11 au 13 septembre 2026.

En ce qui concerne le deuxième tour, les matchs aller se tiendront du 16 au 18 octobre 2026, et les matchs retour du 23 au 25 octobre 2026.

TM avec FTF



nations engagées dans les préliminaires. En revanche, les sélections directement qualifiées pour la phase

Une fenêtre FIFA en juin avant la Coupe du monde
Une autre fenêtre internationale FIFA est

africaines, qu'elles soient engagées au Mondial ou non. Elle permettra aux équipes nationales d'affiner

Licence D-CAF

La FTF poursuit l'approfondissement des acquis à Lomé

Après le premier volet organisé les 22 et 23 décembre puis les 26 et 27 décembre 2025, la Fédération togolaise de football (FTF) organise le volet 2 de la formation à la Licence D-CAF, du 26 au 31 janvier 2026 à Lomé. Visant les encadreurs des centres de formation, académies et bien d'autres candidats figurant sur la liste de la FTF, cette deuxième phase de formations sera consacrée à l'approfondissement des acquis.

Avec la modernisation, le football est devenu une discipline sportive qui nourrit son homme. Faisant la fierté des pays, il ne cesse de faire émerger des talents et de contribuer au développement. Forte de cette contribution, la FTF s'est donc engagée à promouvoir par tous les moyens le football. Et l'une des initiatives allant dans le sens de la professionnalisation est la formation à la licence D-CAF.

Ainsi après le module 1 de la deuxième session de la Licence D-CAF, la direction technique nationale de la FTF poursuit son programme de renforcement des compétences des encadreurs techniques

à travers les sessions de formation. Le module 2, se tient donc du 26 au 31 janvier 2026 à Lomé. Cette reprise des cours sera consacrée à l'approfondissement des acquis, à travers un contenu pédagogique structuré, combinant enseignements théoriques et mises en situation pratiques, dans le strict respect des normes de formation de la CAF.

Les deux dernières journées seront dédiées aux évaluations théoriques et pratiques des candidats. Ces épreuves marqueront la phase de certification, sanctionnant la participation effective et l'assimilation des compétences requises par les stagiaires ayant suivi l'ensemble du cursus.

Comment se déroulera cette session ?

Dans l'ensemble, il sera question à travers cette session d'offrir aux stagiaires les bases pédagogiques et techniques indispensables à l'encadrement des jeunes footballeurs, et ce, conformément aux standards et

règlementations de la Confédération africaine de football (CAF).

Qu'est-ce que la formation licence D-CAF ?

Premier niveau de formation d'entraîneurs de la Confédération africaine de football (CAF), la licence D-CAF est destinée à

sur les bases techniques, tactiques, physiques, comportementales et le fair-play pour développer le football africain à la base. Instaurée par la CAF et exécutée par la Fédération togolaise de football (FTF) la Licence D-CAF vise à professionnaliser le football africain par l'investissement

équipe les entraîneurs pour construire les bases solides chez les jeunes joueurs afin de mieux les faire évoluer.

Au Togo, la mise en place de cette formation permet de renforcer les compétences des encadreurs des centres de formation, des académies et bien d'autres



Photo des famille des stagiaires à la formation

former des éducateurs pour les jeunes footballeurs de 6 à 12 ans. Pour ce faire, la formation met généralement l'accent

dans le capital humain et l'amélioration de la qualité de l'encadrement dès la base. En bref, il s'agit d'une formation fondamentale qui

acteurs et de valoriser les éducateurs pour mieux accompagner le football national.

Caleb Akponou

Que dans cette mise en demeure, un délai d'un (01) mois a été imparté au requis afin de s'exécuter, faute de quoi résiliation du bail serait sollicitée :

Attendu que le délai d'un (01) mois est venu à expiration le 18 octobre 2025 sans que le requis ne se soit manifesté :

Attendu que ne pouvant souffrir éternellement cette situation, mon requérant a grand intérêt à s'adresser au Tribunal de céans afin de s'entendre prononcer la résiliation du bail la liant au requis et en conséquence ordonner l'expulsion de ce dernier du local concerné :

Attendu que les arriérés cumulés par le requis couvrent à ce jour, la période de décembre 2024 à décembre 2025 soit un montant total de FCFA deux cent quarante mille (240.000) à raison de vingt-mille 20 000 FCFA par mois : (Pièces*3)

Qu'il échet également de le condamner au paiement de ladite somme :

PAR CES MOTIFS

EN LA FORME

Voir recevoir ma requérante en son action régulière pour être faite dans les formes et délai prévus par la loi ;

Au FOND

Voir la dire fondée :

Voir constater que la mise en demeure de se conformer aux prescriptions contractuelles publiée aussi bien par affichage à la porte de l'auditoire du Tribunal de Commerce de Lomé que par insertion dans le Journal « TOGO MATION » est arrivée à échéance le 18 octobre 2025 ;

Voir en conséquence prononcer la résiliation du bail existant entre mon requérant ESSEH Komlan et le requis Elliot EKLOU portant sur la boutique louée sis à Lomé, Aflao Adidogomé ;

Voir ordonner l'expulsion du requis ainsi que celle de toutes personnes de son chef de la boutique en question ;

Voir condamner le requis au paiement de la somme de FCFA deux cent quarante mille (240. 000) à ma requérante à d'arriérés de loyer ;


Voir prononcer l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours et sans caution ;

SOUS TOUTES RESERVES

ET POUR QU'IL NE L'IGNORE

Et je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé tant copie du présent exploit que des pièces dont le coût est de _____ F CFA ;

L'HUISSIER



Aképe mise sur l'aviculture pour renforcer l'économie locale

en œuvre des ateliers, mais aussi la création d'une base durable pour le renforcement des capacités locales. À terme, Togo Goes On e.V. et ses partenaires entendent transformer durablement les moyens de subsistance en milieu rural togolais. L'autonomisation économique des familles



d'Aképé constitue le cœur de cet engagement solidaire.



La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ



Disponible gratuitement sur



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

